

Bonne journée pour



Maurice Lévy

PDG de Publicis Groupe

Le publicitaire s'octroie un nouveau fleuron du digital. Publicis a annoncé aujourd'hui l'acquisition de l'agence de communication Monkees, spécialisée dans le marketing sur Internet et les réseaux sociaux. Un rachat qui suit ceux de Nurun et Sapient et qui concrétise la stratégie du PDG d'être actif dans le numérique.

Mauvaise journée pour



François Rebsamen

Ministre du Travail

«Je m'attends à un mauvais bilan», confiait dimanche au JDD le ministre du Travail. Il ne croyait pas si bien dire. Les chiffres du chômage, publiés aujourd'hui par Pôle Emploi, battent un nouveau record. En décembre, il y avait 3,496 millions de demandeurs d'emplois sans activité en métropole. Sur l'année 2014, la hausse du chômage est de 5,7%. Si l'Unédic table sur un ralentissement du nombre de chômeurs en 2015, une baisse n'est toujours pas en vue en raison d'une faible croissance.

Sommaire

Economie&Politique / Ex-président, ça rapporte P.2

Tech&Médias / Carrefour impose sa VOD P.4

Industrie&Finance / Péages: Valls passe en force P.6

Conso / Barbie, c'est fini? P.8

Révélation «Challenges»



Et demain

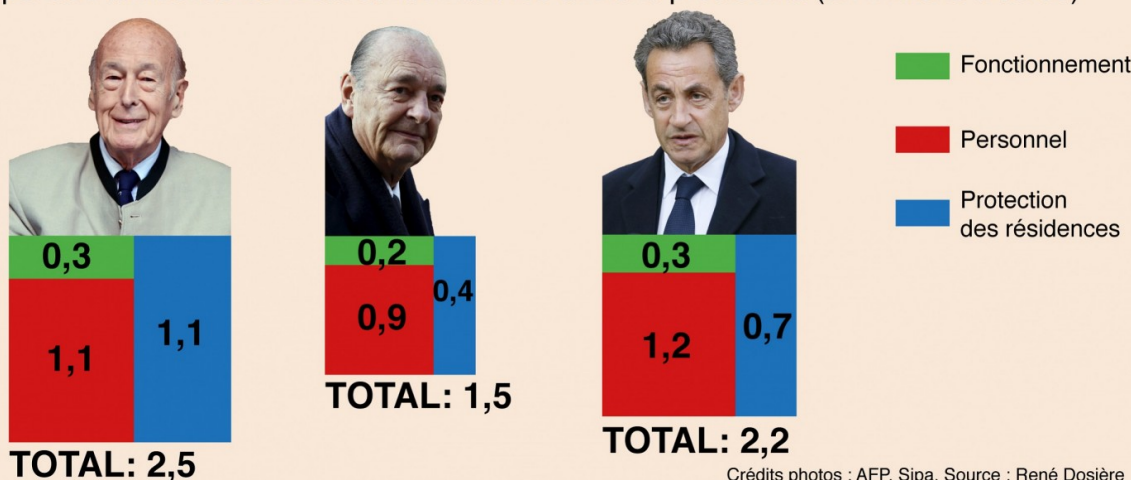
> **François Hollande** déjeune avec Donald Tusk, président du Conseil européen.
> Pour la première fois depuis sa nomination à Matignon, **Manuel Valls** part en **Chine** pour une visite de 3 jours.
> La commission des Finances du Sénat entend **Christian Eckert**, secrétaire d'Etat chargé du Budget, sur les résultats de l'exercice 2014.

> **Boeing** et **Facebook** publient leurs résultats du 4^e trimestre.
> La finale 2015 du prestigieux concours du **Bocuse d'Or** se termine à Lyon.
> La liste des **nomination**s pour la 40^e cérémonie des **Césars** est dévoilée.
> Et au **cinéma**: *L'interview qui tue*, *Imitation Game*, *Hope* et *Into the woods*.

VGE est le plus cher des 3 ex que le contribuable rémunère

Plus de 6 millions d'euros par an, voilà ce que nous coûte le train de vie de nos trois anciens présidents.

Dépenses annuelles de l'Etat concernant les anciens présidents (en millions d'euros)



L'Etat prend en charges les locaux, les frais courants, la protection des résidences privées et les salaires d'au moins 13 employés (secrétariat, sécurité rapprochée, intendance).

Revoilà René Dosière, le grand pourfendeur du train de vie de l'Etat, qui s'attaque à une nouvelle cible. Ce 27 janvier, le député socialiste révèle et détaille les frais des anciens présidents pris en charge par le contribuable: il en coûterait plus de 6 millions d'euros par an! Sans compter leurs « dotations » personnelles de 6.000 euros par mois.

Lettre secrète

Dosière, qui a multiplié les demandes d'informations auprès des ministères, s'est même risqué à un palmarès. Et c'est Valéry Giscard d'Estaing qui arrive en tête avec 2,5 millions devant Nicolas Sarkozy (2,2) et Jacques Chirac (1,5).

Comment expliquer ces chiffres? Le régime de faveur des «ex» est décrit dans une lettre envoyée par Matignon à VGE en 1985, qui est longtemps restée secrète. Il y est précisé que l'Etat prend en charges les locaux, les frais courants, la protection des résidences privées et les salaires d'au moins treize employés (secrétariat, sécurité rapprochée, intendance).

15 personnes au service de VGE

Selon Dosière, les dépenses de personnel oscilleraient entre 0,9 million pour Jacques Chirac et 1,2 million pour Nicolas Sarkozy. L'équipe de VGE, qui coûterait 1,1 million, se compose de 8 collaborateurs, 2 chauffeurs, 2 policiers et 3 maîtres d'hôtel, soit 15 personnes, selon son chef de cabinet Olivier Revol. «Son rythme d'activité n'a pas baissé, justifie-t-il. Il siège au Conseil constitutionnel, à l'Académie française, donne des conférences et continue d'écrire.»

Côté frais de fonctionnement, VGE est le plus «coûteux» car ses bureaux du boulevard Saint-Germain sont plus chers (277.000 euros par an) que ceux de Nicolas Sarkozy rue de Miromesnil (226.000 euros) ou de Jacques Chirac rue de Lille (193.000 euros). Enfin, l'Etat dépenserait aussi davantage pour la protection de ses résidences (1,1 million), notamment de sa propriété d'Authon. Mais il s'agit d'une estimation, tirée en partie d'un ancien rapport parlementaire. Dosière attend, depuis 6 mois, que le ministère

de l'Intérieur lui envoie des précisions chiffrées.

5 ans, ça suffit

Pour plus de transparence, le député souhaiterait d'ailleurs qu'un décret fixe le statut des «ex» et leurs moyens. «Je suis favorable à ce que l'Etat assure leurs dépenses pendant une durée maximale de cinq ans.»

Autre condition: que les anciens chefs d'Etat ne touchent pas de rémunération privée (hors activités intellectuelles) ou n'aient pas de rôle politique de premier plan. Nicolas Sarkozy, patron de l'UMP, doit avoir les oreilles qui sifflent... Mais Dosière prend soin de préciser que ces restrictions ne s'appliqueraient pas aux «ex» actuels.

Enfin, le député considère que les ex-présidents ne devraient plus être membres du Conseil constitutionnel. Si Jacques Chirac n'y est plus présent en raison de sa santé, VGE y siège encore et touche à ce titre 12.000 euros de plus par mois.

David Bensoussan

Exclusif

Le Drian s'entête dans un projet «risqué et coûteux»

L'idée de créer des sociétés à capitaux publics qui rachèteraient et reloueraient du matériel militaire à l'armée va être discutée ces jours-ci par les députés via un amendement ajouté à la hussarde dans la loi Macron. Le montage, concocté par le ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian pour combler un trou de 2,2 milliards dans le budget des armées, avait pourtant été sévèrement critiqué en juillet par une mission commune de l'inspection des Finances, du contrôle général des armées et de la direction générale de l'armement. Jugeant le projet «aléatoire, complexe, risqué et coûteux», les hauts fonctionnaires avaient émis un avis «très défavorable».

Sur le vif

Pas touche à l'école ni à la police!

La majorité des usagers jugent que les services publics français pourraient faire des économies, et ce sans risque pour leur qualité. Pour 59% des utilisateurs, nous apprend une étude de l'Institut Paul Delouvrier, des marges de manœuvre budgétaires existent bel et bien pour certains services publics. Particulièrement visés: le fisc (78%), la Sécurité sociale (76%) ou l'environnement (71%). Mais il n'est pas question de toucher à l'école ou à la police, deux secteurs que l'Etat doit sanctuariser.



Point de vue

Jean Pisani-Ferry

Commissaire général de France Stratégie

La France mise sur les étudiants étrangers

Comment «investir dans l'internationalisation de l'enseignement supérieur»? C'est le titre du rapport que publie aujourd'hui France Stratégie, organisme qui conseille le Premier ministre.

«Maintenir seulement à son niveau actuel la part de la France parmi les pays de destination des étudiants internationaux impliquera d'en accueillir 200.000 de plus dans 10 ans. À l'évidence, cela ne pourra se faire à système inchangé: les ressources budgétaires, les effectifs enseignants, les équipements même n'y suffiront pas, d'autant que les attentes de ces étudiants mobiles ne feront qu'augmenter. Qu'il s'agisse du service d'enseignement lui-même ou des conditions de la vie étudiante, des progrès sont indispensables si nous voulons rester attractifs. (...) Le rapport de Nicolas Charles et Quentin Delpech se fonde sur la conviction qu'une stratégie bien pensée d'internationalisation peut être une solution, le vecteur d'une amélioration durable de la qualité de notre système d'enseignement supérieur. Il propose à cette fin de retenir un principe de tarification des études au coût complet pour les étudiants non européens (à l'exception des doctorants) et de fixer l'allocation de la ressource correspondante, chiffrée à 850 millions d'euros par an. Celle-ci serait entièrement réinvestie dans le financement de trois grands objectifs: l'équité par augmentation des bourses à destination des étudiants étrangers, notamment ceux en provenance des pays francophones; une amélioration des services aux étudiants internationaux et de la qualité de notre offre; et enfin un renforcement de la qualité de notre système.»

Extraits sélectionnés par Laurent Fargues

La compétitivité française s'effondre



Le bilan 2014 de la compétitivité française dressé par COE-Rexcode est «décevant». Non seulement le déficit des échanges de produits industriels s'est accentué de 2,4 milliards d'euros en 2014, mais la part de la France dans les exportations de la zone euro est au plus bas. Elle a baissé en moyenne de 1,1% par an depuis 2007. En comparaison, celle de l'Allemagne est restée stable, à 31,9% en octobre 2014. Parmi les grands pays européens, seule l'Italie perd des parts de marché à un rythme plus soutenue que l'Hexagone.

En bref

Combien de CV pour avoir le job?

Les jeunes diplômés envoient de plus en plus de CV et lettres de motivation pour obtenir un poste: 29 en janvier 2015, selon un baromètre Opinionway pour le cabinet Deloitte rendu public mardi. Plus qu'en janvier 2014 (27 CV) et 2013 (16).

La France doit 1 milliard à Bruxelles

Il va falloir rembourser plus d'1 milliard d'euros d'aides agricoles, versées à tort (fraudes et erreurs) en 2008-2012. Ce qui équivaut à environ 2% des

quelque 40 milliards d'euros perçus par la France pour cette période dans le cadre de la Politique agricole commune (PAC).

Moins de logements sociaux financés

L'an dernier, 106.414 logements sociaux ont été financés, soit 9% de moins qu'en 2013. Selon le ministère du Logement, cette chute est due au blocage de «nombreux projets» de construction par des maires élus au printemps.



«Le maintenant Premier ministre Alexis Tsipras a régulièrement dit au cours de sa campagne qu'il a l'intention de discuter de nombreux aspects relatifs à la Troïka. Nous sommes impatients d'en débattre avec lui», pointe **Martin Schulz**, le président du Parlement européen, qui doit se rendre en Grèce demain.

Du DVD à la VOD, Carrefour joue sur tous les plans

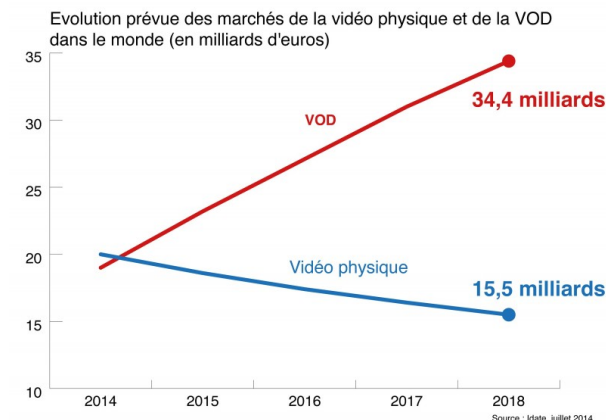
L'enseigne lance aujourd'hui Nolim Films, son service de VOD sans abonnement, avec une offre simple et lisible. Et compte sur la complémentarité entre les supports physiques et dématérialisés pour s'imposer.

Et Carrefour coupe l'herbe sous le pied d'Amazon. En lançant ce matin Nolim Films, son offre de vidéo à la demande (VOD, en anglais), le leader français de la distribution devance l'arrivée probable d'Amazon Instant Video dans l'Hexagone. Puissante arme de fidélisation de l'e-commerçant américain, ce service est déjà disponible en Allemagne et en Grande-Bretagne. Alors que Netflix, qui fonctionne sur abonnement, a fait des débuts décevants depuis septembre -250.000 clients au lieu de 300 000 espérés, selon le cabinet Citi Research- Carrefour bouscule les pure players en pariant sur le paiement à l'acte: à partir

de 1,99 euro pour la location (avec un visionnage possible, même fragmenté, pendant 30 jours) et 4,99 euros à l'achat. Simple et pragmatique, à défaut d'être révolutionnaire.

Filmothèque personnalisée

«Nous avons mis en place des tables rondes et écouté tous les profils de clients: ceux qui achètent des DVD, louent de la vidéo digitale, et même ceux qui regardent les films en streaming illégal», explique Emmanuel Rochedix, directeur des produits culturels de Carrefour. *Tous disent qu'ils sont attachés à la possession du film.* Voilà pourquoi l'enseigne a écarté la formule



En 2015, la vente de DVD rapportera moins que la VOD. Carrefour choisit la complémentarité entre ces supports, et grâce à de nombreux partenariats, Emmanuel Rochedix, patron de Nolim, affiche déjà un catalogue de 3.000 titres.

abonnement pour permettre la construction d'une filmothèque personnalisée. Tous les films et les séries sont visibles sur tout écran, avec un seul compte. «En streaming comme hors-connexion», complète Emmanuel Rochedix.

Succès dupliqué

Avec Nolim Films, Carrefour élargit sa plateforme digitale Nolim pour réitérer, dans la vidéo, son succès acquis avec les livres: «Depuis la fin 2014, nous sommes le premier distributeur français de livres numériques», assure le directeur, se gardant d'évoquer l'américain Amazon. Une place décrochée en un an grâce à une offre populaire, avec beaucoup de best-seller et une grande facilité d'usage. Le principe est le même pour Nolim Films. En une, *Bon rétablissement* ou encore *3 cœurs*, deux succès sortis en septembre. Mais aussi des blockbusters, des classiques français et internationaux. En tout, un catalogue de 3.000 œuvres dès le lancement, grâce à des partenariats avec Gaumont, France Télévisions, M6, Warner, Sony... et qui s'enrichit de dizaines de titres

supplémentaires par jour. Côté séries, Carrefour promet leur accessibilité dès le lendemain de leur sortie aux Etats-Unis.

Position centrale

Surtout, le groupe peut compter sur les DVD -il en est l'un des trois plus gros vendeurs en France en 2014, avec 7 millions d'unités-, même si ce marché a été divisé par deux en 10 ans. Un marché physique qui constitue un atout sur les virtuels Canal Play, VideoFutur ou encore Wakui.tv (Rakuten). «Nous travaillons la complémentarité entre le magasin et le digital en étant les premiers à distribuer UltraViolet», explique Emmanuel Rochedix, *service qui offre la copie digitale gratuite pour tout achat de DVD ou Blu-Ray porteur de ce standard.* Il suffit d'en reporter le numéro de série pour que la version numérique intègre immédiatement la DVDthèque Nolim. Si le logiciel UltraViolet a encore quelques ratés techniques, selon ses utilisateurs américains, il rend l'enseigne incontournable: même un DVD acheté à la Fnac peut devenir un film dématérialisé sur Nolim.



Exclusif

Valls signe pour 2 sites chinois dans la Meuse

La ré-industrialisation de la France passe par la Chine. Manuel Valls et Li Keqiang, Premier ministre chinois, doivent se retrouver demain pour la signature de deux accords avec le groupe industriel Beijing Shenan. Le premier porte sur l'implantation d'une usine de LED non loin de Verdun, dans la Meuse, qui ouvrira au 2^e semestre de cette année et emploiera 200 personnes. Le second prévoit la création d'un pôle de R&D à Marville (Meuse), détenu conjointement par le groupe chinois Beijing Shenan et le français Arelis, autour des radiofréquences et des économies d'énergie.

Sur le vif

Panne Facebook: hackers or not hackers?

Ce matin, Facebook et Instagram – qui font partie du même groupe – étaient hors service partout dans le monde entre 7h et 8h. Les internautes ont rapidement relayé l'information sur Twitter, s'interrogeant sur les raisons de cette panne. Des rumeurs de piratage ont émergé, alimentées par la publication d'un tweet mystérieux du groupe de hackers Lizard Squad. Mais le réseau social a rapidement démenti le piratage, en affirmant que cette panne «ne résultait pas d'une attaque de tiers mais s'est produite après l'introduction d'un changement qui a affecté nos systèmes de configuration».



Point de vue

Philippe Nouchi

Directeur de l'expertise médias de Vivaki Advance

La régie TF1, nouvel ogre publicitaire

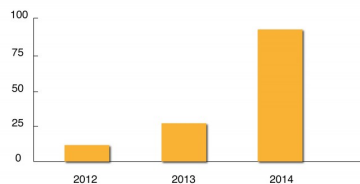
Depuis hier, TF1 a le droit d'intégrer les chaînes du groupe, NT1 et TMC, au sein de sa régie. Une opération complexe, mais qui inquiète les concurrentes.

«Depuis hier, TF1 peut s'adresser au marché publicitaire avec un portefeuille de chaînes plus important, puisque NT1 et TMC sont maintenant réintégrés dans le périmètre du groupe. Ces deux chaînes avec des parts d'audience dans le Top-10 vont donner plus de poids à la maison-mère dans les discussions commerciales. Lorsque TF1 a racheté TMC et NT1 il y a 5 ans, l'Autorité de la concurrence a jugé que le groupe était dans une position dominante et lui a donc défendu de commercialiser ces nouvelles chaînes, qui ont conservé une régie indépendante et concurrente. Les deux régies avaient même interdiction de se parler. Mais ces restrictions étaient prévues pour une période donnée, qui vient de s'achever. Aujourd'hui, le marché publicitaire paraît plus ouvert avec l'intégration d'acteurs dans le digital comme YouTube. La position de TF1 semble un peu moins hégémonique: sa régie représentait 43% du marché en 2014, selon nos estimations, contre 47% en 2010. Pour les autres chaînes toutefois, TF1 reste en position dominante, car sa régie pèse presque deux fois plus que celle de son principal concurrent, M6. Celles-ci ont donc lancé de nouvelles procédures auprès de l'Autorité de la concurrence, mais cela prendra du temps avant que celle-ci ne se prononce. Dans l'intervalle, que va faire TF1? Pour l'instant, tout le monde est dans l'expectative car la situation est relativement inédite. Des gens qui n'avaient pas le droit de se parler vont devoir travailler ensemble du jour au lendemain.»

Recueilli par Clémence Boyer

Les télécoms se concentrent en Europe

Valeur des fusions-acquisitions dans les télécoms en Europe (en milliards de dollars)



Source : Factist

Alors que la Commission européenne a annoncé hier poursuivre elle-même son enquête sur la fusion entre Orange et Jazztel, la tendance est plutôt à une concentration du secteur en Europe. Le nombre de fusions-acquisitions a explosé, tant en nombre (de 8 en 2013 à 20 en 2014) qu'en valeur, réduisant dans la plupart des pays le nombre d'opérateurs de 4 à 3. Une consolidation que les opérateurs jugent nécessaire, d'autant que leurs revenus ont diminué suite à la hausse des investissements.

En bref

Surface en hausse, Windows en berne

Microsoft a présenté hier soir des résultats à 2 vitesses pour le dernier trimestre 2014. S'il progresse dans le cloud et a plutôt bien vendu ses consoles de jeux Xbox et ses tablettes Surface pendant les fêtes, les ventes de son logiciel vedette Windows ont reculé de 13% sur cette période. La sortie de Windows 10 en fin d'année pourrait redresser la barre.

Pagaille autour d'IBM

Un contributeur du journal Forbes avait annoncé la semaine dernière qu'IBM avait l'intention de

supprimer plus de 100.000 postes dans le monde, soit 26% de ses effectifs. Un chiffre largement exagéré pour le groupe informatique américain qui a rectifié l'information: seuls quelques milliers de postes sont concernés.

Twitter à l'assaut des messageries instantanées

Le réseau social lance aujourd'hui une nouvelle fonction qui permet d'envoyer des messages privés à un groupe de personnes. Une solution de communication déjà plébiscitée par les internautes sur Facebook et les messageries instantanées.

Vidéo



Grâce à l'iPhone 6, Apple devrait annoncer ce soir de bons résultats pour le dernier trimestre. Mais pour son concurrent **Xiaomi**, l'iPhone 6 a un gros défaut: le capteur de l'appareil photo dépasse. Le constructeur chinois règle le problème grâce à une poêle à frire... qui en fait un Mi Note, son appareil star.

Autoroutes: Valls et Royal forcent le péage

Alors que les concessionnaires assuraient à «ChallengeSoir», jeudi dernier, augmenter les péages le 1er février, Manuel Valls vient d'annoncer leur gel en 2015. Mais sans accord, l'Etat devra payer.



Comme pour Ecomouv, modifier un contrat de concession unilatéralement pourrait coûter cher. Mais dans l'immédiat, la ministre de l'Écologie, Ségolène Royal, obtient un succès politique. (P. Kovarik/AFP)

Cette fois-ci, c'est Manuel Valls qui a décoché sa flèche, annonçant dans un communiqué, en début d'après-midi: «Le gouvernement a décidé de surseoir à l'application de la hausse des péages prévue contractuellement le 1^{er} février. Il prendra des arrêtés à cette fin.» Une surprise du chef que les sociétés d'autoroutes n'attendaient pas. A tel point que l'une d'elle affirmait tranquillement à *ChallengeSoir*, il y a quelques jours à peine: «Voilà des semaines qu'on négocie, maintenant, ça suffit! Nous allons augmenter les péages, comme nos contrats le prévoient, parce que nos banquiers qui nous prêtent des milliards d'euros l'exigent.»

Date butoir

Mais voilà. Voyant les négociations patiner, et la date fatidique du 1^{er} février approcher, le gouvernement n'a pas voulu perdre la face. En constituant un énième «groupe de travail» de 15 parlementaires, chargé de

statuer sur l'opportunité de résilier ou renégocier ces contrats de concessions décriés, le Premier ministre s'est cru en droit de décréter un tel «sursis» à la hausse. Sans attendre l'accord desdits concessionnaires: «Ils comprendront...» assure une source à Matignon.

Indemnisation probable

Ils comprennent si bien que l'Association des sociétés françaises d'autoroutes s'est aussitôt fendue d'un communiqué sans équivoque: «Il nous appartient, pour préserver nos droits, d'entamer sans attendre une procédure contentieuse.» Une situation qui n'est pas sans rappeler le précédent Ecomouv, un autre contrat de concession, annulé sans préambule par la ministre de l'Écologie, Ségolène Royal. L'Autorité de la concurrence, dans son avis du 17 septembre 2014 –par ailleurs dévastateur pour le secteur autoroutier–, avait averti le gouvernement: «Il faut saisir pour avis le Conseil d'Etat sur les possibilités

offertes par la loi de modifier les contrats». Selon l'avocat en droit public Olivier Ortega, chez Lefèvre Pelle-tier, ces possibilités n'existent pas: «Toute modification unilatérale du contrat par l'Etat donne droit au dédommagement du préjudice subi et de son manque à gagner.» Un dirigeant autoroutier l'affirme d'ailleurs, exaspéré: «Qu'il modifie, qu'il résilie, qu'il nationalise même! De toute façon, l'Etat devra payer!»

Tranche de gloire

En attendant, le gouvernement s'offre une tranche de gloire. Et les concessionnaires pleurent: «Les sociétés d'autoroutes ont appris par la presse, au mépris des règles de communication financière imposées par l'AMF, la décision de geler l'augmentation contractuelle des tarifs.» Les deux grands groupes français actifs dans le secteur, Vinci et Eiffage, en sont, pour l'instant, pour leurs frais: leurs cours de Bourse ont chuté de 4% et 6% dès l'annonce connue.

Alice Mérieux

Exclusif

La Macif entame sa mue numérique

La Macif lance au 2nd semestre un institut de la relation client, notamment pour former ses nouvelles recrues aux contacts online. L'assureur, qui compte près de 5 millions de sociétaires, s'appête à faire sa mue numérique à tous les étages. Elle va annoncer le recrutement, dans les prochaines semaines, d'un *chief digital officer*, chargé de mener ce projet à bien. Menée par Benoît Serre, directeur général adjoint ressources humaines, cette embauche a été appuyée par le cabinet de chasse de tête Heidrick & Struggles.

Sur le vif

Quand Elon Musk se prend pour un Simpson

C'est officiel, Elon Musk est vraiment cool: il a son personnage dans les *Simpson*. Le milliardaire fondateur de SpaceX et de Tesla, y est dépeint comme un étrange riche: «*Je ne m'intéresse pas à l'argent*», dit-il. Dans la vraie vie, Elon Musk est tout aussi déroutant. En septembre, le patron Tesla avait averti les investisseurs que la start-up était survalorisée. Depuis son dernier pic, la chute du cours représente pour Musk une perte de 2,8 milliards de dollars. Mais il n'en a cure: «*Je ne m'intéresse pas tant que ça au cours de Tesla*», avait-il déclaré à Bloomberg.



Point de vue

Gérard Nébouy

Directeur général Visa Europe France

La hausse des paiements sans contact sera exponentielle

Encore limitées, les transactions sans contact ont désormais atteint la taille critique pour se développer, selon le bilan annuel de Visa. Un gain en temps et en sécurité.

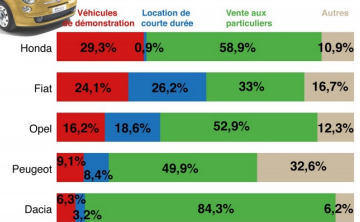
«Cette année, nous dépasserons les 100 millions de transactions effectuées par paiement sans contact en France. C'est une certitude, après nos résultats clos fin septembre indiquant 22 millions de transactions sur l'exercice 2013/2014, soit 8 fois plus que sur l'année précédente. Les chiffres qui nous parviennent depuis font état d'une hausse constante. D'autant que l'équipement des consommateurs et des commerçants continue d'augmenter: 342.000 terminaux étaient désormais compatibles fin septembre. Les porteurs Visa, eux, sont équipés à 44% (1 million de plus tous les 2 mois). Les transactions sans contact demeurent certes limitées en proportion, puisqu'en 2013/2014 Visa en a enregistré en France au total 5,8 milliards. Mais nous sommes à un point de bascule: la masse critique étant atteinte pour équiper l'ensemble de la chaîne, l'usage du sans contact va croître de manière exponentielle. Nos banques, à la fois actionnaires et utilisatrices de nos solutions, doivent encore faire un effort pour communiquer auprès de tous ces acteurs. Tout le monde y gagnera. La sécurité de ce type de paiement est parfaitement assurée: le taux de fraude constaté est encore plus faible que pour des transactions classique. Ce système permet d'accélérer les passages en caisse. Et il prépare l'autre évolution, celle du paiement sans contact par téléphones mobiles.»

Recueilli par Grégoire Pinson

Fiat, champion des ventes gonflées



Répartition des nouvelles immatriculations (2014) par marque et canal de vente, en France



Crédit photo: Fiat. Source: Challenges

Pour faire tourner coûte que coûte leurs usines, certains constructeurs n'hésitent pas à gonfler leurs chiffres de ventes artificiellement, sacrifiant leurs marges. Fiat a ainsi vendu 26% de ses voitures aux loueurs de courte durée l'an passé, selon des statistiques inter-constructeurs que *Challenges* s'est procurées. Un pourcentage énorme! L'italien écoule aussi beaucoup de véhicules de démonstration, c'est-à-dire des véhicules neufs... à des prix cassés d'occasion.

En bref

La construction dévisse

Le nombre de mises en chantier de logements neufs est passé en-deçà de la barre symbolique des 300.000 en 2014 contre un objectif gouvernemental de 500.000. Il faut remonter 17 ans en arrière, en 1997, pour retrouver un niveau aussi faible. Après un recul de 4,2% en 2013, les mises en chantier ont chuté de 10,3% l'an dernier.

Fortuneo cartonne

La filiale de banque en ligne du Crédit Mutuel Arkéa a dépassé ses objectifs une année en avance en comptant dès fin 2014 plus de

310.000 clients en France et en Belgique. Son encours atteint plus de 10 milliards à fin 2014 avec des clients qui déposent en moyenne 32.000 euros. Ses clients sont à 65% des hommes, âgés de 40 ans en moyenne.

Airbus Helicopters souffre

Le numéro 1 mondial des hélicoptères civils a dévoilé des commandes et des livraisons en baisse l'an passé, dans un marché jugé «difficile». La filiale d'Airbus Group a engrangé 402 commandes nettes contre 422 en 2013, soit une baisse de 4,7%.



«C'est trop bas pour tout le monde. Je pense que même les consommateurs commencent à en souffrir», juge Khaled al-Faleh président de la compagnie nationale saoudienne Aramco. Mi-2014, le baril de pétrole était à plus de 100 dollars, avant de chuter sous les 50 dollars.

Barbie, c'est fini?

On apprend aujourd'hui que les ventes mondiales de la poupée la plus célèbre et la plus lucrative du monde ont chuté, plombant le bénéfice de Mattel, son propriétaire. Les raisons du désamour.



Au 3e trimestre 2014, les ventes mondiales de Barbie ont chuté de 21%, entraînant un plongeon de 59% des bénéfices de son propriétaire Mattel. (Jaubert/Sipa)

Rien ne va plus pour Barbie et Ken. Ecœuré, Bryan part. Cela faisait longtemps qu'il y avait de l'eau dans le gaz, mais les chiffres les plus récents ont créé un électrochoc: au troisième trimestre 2014, les ventes mondiales de la célèbre poupée Barbie ont chuté de 21% et, conséquence directe, les bénéfices du groupe Mattel qui en est le propriétaire ont chuté de 59%.

PDG out

Bryan Stockton, PDG du groupe propriétaire de Barbie, a dû démissionner avec effet immédiat. Il est remplacé par Christopher Sinclair, administrateur de Mattel et ancien dirigeant de Pepsico, qui va assurer l'interim le temps de trouver un titulaire. «*Life in plastic is no longer fantastic*» (La vie en plastique n'est plus fantastique), s'amusait ce matin un analyste financier en fredonnant la célèbre chanson pop du groupe Aqua *Barbie*

girl.

Autre sanction: l'action du groupe américain, très anémiée depuis plusieurs mois, a perdu 4,9% lundi et poursuivait sa dégringolade à l'ouverture de Wall Street aujourd'hui. Le détail des résultats annuels et trimestriels de Mattel sera annoncé le 30 janvier mais on s'attend à une baisse, respectivement de 7,1% et de 5,7%.

Impasse marketing

Le départ du numéro 1 du groupe l'atteste, le problème de la poupée la plus célèbre et la plus lucrative du monde est gravissime. Elle est dans une impasse marketing. Depuis sa création en 1959, les petites filles qui jouent à la poupée Barbie sont de plus en plus jeunes. Elles avaient 13 ans en 1970, 12 ans en 1980, 10 ans en 2000. Aujourd'hui, elles ont moins de 8 ans. Une évolution funeste car, avec le temps, la clientèle de Barbie se réduit inexorablement. Autre phénomène inquiétant, les enfants, de

plus en plus sollicités par les médias électroniques, délaissent les soldats de plombs et les petites voitures, pour les garçons et les poupées, pour les filles.

Hasbro bien meilleur

Le concurrent Hasbro, confronté aux mêmes phénomènes a su lui, prendre le virage numérique et renouveler l'univers de ses héros tout en sécurisant ou en acquérant les licences des plus belles marques du marché (Transformers, Marvel, StarWars).

Mieux encore, Hasbro a récemment soufflé à Mattel la licence Disney Princess, une véritable pépite. Contrairement à Barbie, l'univers Disney Princess est en plein boom. Les princesses sont beaucoup plus consensuelles que Barbie et sa plastique de femme fatale.

Experts dans l'art de rassurer les parents, les stratèges de la Disney Company ont développé tout un argumentaire pédagogique qui fait défaut à Barbie. En o

utre, comme avec les Transformers (les personnages appartiennent directement à Hasbro), les super-héros de Marvel et de StarWars, la vente de jouets, panoplies et objets siglés, est boostée chaque fois qu'un nouveau film sort au cinéma.

Hélas pour elle, Barbie n'a jamais réussi la carrière cinématographique qu'elle mérite. Une dizaine de longs métrages d'animation ont été produits mais aucun d'entre eux n'a jamais été jugé suffisamment réussi pour être distribué au cinéma. En revanche, chez Hasbro, on prévoit une année faste avec la sortie événement d'un nouvel opus de la saga StarWars fin 2015.

Lego encore mieux

Le filon est tellement efficace que même le groupe danois Lego a lancé son univers de briques de construction sur les grands écrans. Non seulement le film *La grande aventure Lego* a connu un énorme succès (257 millions de dollars de recettes pour un budget de 60 millions), mais il a incroyablement revitalisé les ventes de jouets de la marque, qui en a profité pour voler à Mattel, le titre de leader mondial du jouet. Ce jour-là, Barbie a eu doublement envie de casser des briques.

[@jfarnaud](#)

Exclusif

Club Med confie son look à Brandimage

Le spécialiste des villages-clubs, bientôt racheté par Fosun, va changer de look. Alors que ses publicités étaient réalisées jusqu'à présent par Publicis, il charge Brandimage, de dessiner sa nouvelle image, de redéfinir son territoire de marques et celui de ses villages (nouvelle signalétique, nouveau style visuel, nouvel alphabet...). Brandimage, qui a remporté le budget de design et de branding d'Air France en 2013, a aussi géré la conception du nouveau salon business de la compagnie, inauguré en décembre à l'aéroport JFK de New York.

Sur le vif

Liliane Bettencourt continue de donner

Au lendemain de l'ouverture du procès à Bordeaux pour abus de faiblesse exercés sur Liliane Bettencourt, il semble que la générosité légendaire de la deuxième fortune de France continue, et qu'elle ne se limite pas à la liste des dix prévenus pour abus. Aujourd'hui, la Fondation Bettencourt Schueller a ouvert son appel à candidatures à la 16^e édition du prix Liliane Bettencourt pour l'intelligence de la main, «*qui récompense l'excellence des métiers d'art*». Total des dotations en jeu: 75.000 euros. Une coquette somme certes, mais à mille lieues des millions reçus par Maistre, Banier et autres Courbit.



Point de vue

Valérie Guillard

Maitre de conférences en marketing, Paris-Dauphine

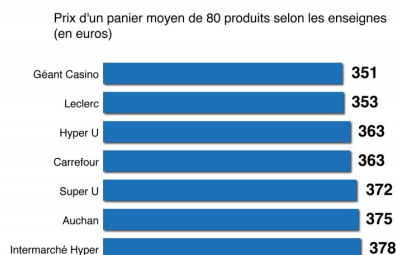
Les Français attendent la panne pour changer d'objet

Lokéo et OpinionWay publient demain une étude sur la façon française de «consommer» leurs biens d'équipement électroménagers et multimédia.

«L'étude révèle une relation durable entre les Français et leurs biens électroménagers et multimédia. Ils attendent la panne pour les remplacer. Notons que ces segments sont saturés: 99% des interrogés possèdent un réfrigérateur, autant un ordinateur. Il semblerait que le plaisir d'acheter ce type de bien ait diminué. Peut-être l'objet a-t-il perdu sa fonction ostentatoire de montrer l'appartenance à telle ou telle catégorie sociale! L'étude révèle aussi ce paradoxe: les consommateurs perçoivent une obsolescence de ces biens, mais ne les remplacent pas pour autant: 7% les gardent même quand ils n'en ont plus l'utilité. De manière générale, la relation des Français aux objets est paradoxale. Tout laisserait penser que nous sommes moins enclins à nous encombrer: la numérisation, la crise économique et écologique qui impose de consommer moins, la mobilité croissante qui incite à voyager léger, l'essor de l'économie collaborative qui privilégie l'usage à la propriété. Or nous sommes encore dans une relation longue à l'objet. Oui, c'est l'ère de la dématérialisation, mais il y a aussi de la «rematérialisation», par exemple avec les albums photos ou la création de vinyles à partir de musique numérisée. Je ne pense pas que l'économie collaborative supplantera le rapport à l'objet. A mon avis, les deux coexisteront. On peut très bien garder une pile de vieux pulls et en même temps recourir au covoiturage pour ne pas acheter de voiture.»

Recueilli par @ClaireBouleau

C'est Géant le moins cher



Source: UFC Que choisir. Etude sur la base de 3833 magasins visités en septembre 2014.

Selon le comparatif des prix effectué par l'association de consommateurs UFC Que choisir, les hypermarchés Géant (Casino) sont moins chers que Leclerc, à 2 euros près pour un panier moyen. Un écart très faible, signe de la guerre que se mènent les distributeurs. Le panier moyen, établi à 377 euros en 2014 toutes enseignes confondues, a d'ailleurs reculé de 0,79% en un an.

En bref

Procter&Gamble chute

Le groupe de produits d'hygiène et de cosmétiques a enregistré un recul de 31% de son bénéfice net lors de son 2^e trimestre, atteignant 2,4 milliards de dollars. Cette période «a été difficile, avec des dévaluations de devises sans précédent», a souligné le PDG, Alan George Lafley, pointant le dollar fort.

Aer Lingus dit oui à IAG

Après deux refus en décembre et janvier, Aer Lingus a accepté sous condition la 3^e proposition de rachat d'International Airlines Group (IAG), la maison mère de British Airways et

Iberia. Reste pour IAG à convaincre les deux principaux actionnaires d'Aer Lingus: l'Etat irlandais et... Ryanair!

Les patrons routiers acceptent une médiation

Après la politique de la chaise vide menée par les patrons du secteur routier, les négociations salariales semblaient dans l'impasse. Les fédérations patronales ont finalement accepté la proposition de médiation faite hier par l'intersyndicale... à condition que les syndicats renoncent «à toute pression revendicative en cours de discussions».



«Le développement de l'e-commerce n'est pas une menace pour le commerce traditionnel», a rassuré **Carole Delga**, secrétaire d'Etat au commerce, lors de la conférence de la Fevad. En 2014, les ventes en ligne ont progressé de 11% en France à 57 milliards d'euros.

Et cette semaine, n'oubliez
pas *Challenges*, l'hebdo



SEMUAUUTY FOUK CHALLENGES

Que dit l'économie cette semaine ?

Challenge^s

www.challenges.fr

« Les classes
prépa marquent
pour toujours »
CHANTAL COLLET,
PROVISEURE DU LYCÉE
SAINT-LOUIS, PARIS

LES MEILLEURES PRÉPAS

p. 54

CLASSEMENT 2015 Ecoles de commerce et d'ingénieurs

- Les fiches détaillées de 94 établissements
- Le bachelor, l'alternative

N°417 DU 22 AU 28 JANVIER 2015 - 3,60€

LE VRAI PROCÈS BETTENCOURT

p. 16